

NOTES ET CHRONIQUES

LE MALAISE DE LA MACRO-ÉCONOMIE ET L'ÉCONOMIE INVISIBLE (*)

par

Edgar L. FEIGE (**)

SOMMAIRE

1. L'hypothèse du revenu invisible	66
2. Preuves empiriques de l'ampleur et de la croissance du secteur invisible	69
3. Résultats provisoires	71
4. La crise peut-elle être envisagée d'un autre point de vue?	74
Bibliographie	76

Un nombre croissant de macro-économistes ont un sentiment de malaise dans l'exercice de leur profession [1](¹). Les prévisions des théories traditionnelles sont largement incompatibles avec l'association de symptômes économiques que présentent plusieurs des économies les plus développées du monde. Les statistiques officielles révèlent que la dernière décennie se caractérise par une diminution des taux de croissance de la production réelle et de la productivité, jointe à des niveaux de chômage dont on pensait autrefois qu'ils entraîneraient des conséquences désastreuses pour les gouvernements concernés. Or, au moment même où apparaissent ces symptômes classiques de dépression, les taux d'inflation montent en flèche. C'est l'incohérence conceptuelle de cet étrange ensemble de symptômes économiques (connu aujourd'hui sous le nom de « stagflation ») qui confond les économistes autant que les politiciens. La stagflation est une maladie économique dont l'étiologie demeure obscure, dont les effets déchirent le tissu social et contre laquelle on n'a pas encore trouvé de remède.

(*) « Unobserved » se traduit de façon littérale par « non enregistré »; ce terme en français nous a paru lourd et nous avons préféré « invisible » (N.d.T.).

(**) Professor of Economics University of Wisconsin-Madison; Cleveringa Professor, University of Leyden, Center for Public Economics; Visiting Scholar, Netherlands Institute for Advanced Studies. Cette recherche a été financée par the Ford Foundation, the A.P. Sloan Foundation, the Netherlands Institute for Advanced Studies and the University of Leyden. L'auteur tient à exprimer sa reconnaissance à J. NIAUDET et B. SCHREURS, qui ont bien voulu se charger de la traduction française de l'article.

(1) Les chiffres entre crochets renvoient aux notes bibliographiques *in fine*.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Peu à peu, la culture économique présente d'autres failles. Les modèles macro-économiques fournissent des prévisions de croissance en volume et d'inflation si peu fiables qu'on ne peut plus s'en servir comme base pour une planification quelconque. Les baisses de productivité sont incompréhensibles pour les auteurs d'études sur ce phénomène [2]. L'inflation persiste malgré une rigueur monétaire et une réduction des prix de l'énergie. La précipitation tête baissée dans les sphères inconnues de l'économie de l'offre a provoqué de massifs déficits fiscaux et des taux d'intérêts qui freinent la croissance. En bref, nous constatons un écart croissant entre les prévisions faites à partir des théories traditionnelles et l'observation enregistrée de l'activité économique. Ce décalage a provoqué toute une série d'initiatives afin de colmater les brèches de nos théories, mais, jusqu'à ce jour, on a prêté peu d'attention à la plaisanterie de certains économistes : « Si les faits ne collent pas à la théorie, vérifiez les faits ».

1. L'HYPOTHÈSE DU REVENU INVISIBLE

Dans l'espoir de susciter une nouvelle direction de recherche sur nos maux économiques, je propose l'hypothèse du revenu invisible (HRI)⁽¹⁾, suivant laquelle des biais systématiques, introduits inconsciemment dans nos statistiques officielles de base ont fondamentalement déformé notre façon de voir les réalités économiques. Le biais ainsi introduit dans notre système d'information officiel peut être causé directement par l'expansion d'un grand secteur de l'activité économique qui a échappé à l'observation des pouvoirs publics.

Ce secteur invisible (que d'aucuns préfèrent nommer « non mesuré », « non imposé », « non officiel » ou « souterrain ») comprend toute l'activité économique qui échappe à l'appareil social de mesure et notamment au système des Comptes Nationaux à cause des conventions comptables, des non-déclarations, ou des sous-déclarations. Le secteur enregistré, de son côté, comprend les activités économiques du secteur public et du secteur privé qui entrent dans le cadre de notre comptabilité nationale.

Le secteur invisible se compose de deux parties : un secteur marchand où la monnaie sert de moyen d'échange dans la production et la distribution des biens et services, et un secteur non monétaire où les biens et services sont produits, mais sont soit consommés directement par l'agent producteur (par exemple l'exploitation agricole, le ménage), soit échangés officieusement par un mécanisme de troc.

Le secteur invisible marchand comprend la production illégale de biens et services, puisque ceux-ci sont exclus par définition des comptes officiels. En outre, et ceci est encore plus significatif, ce secteur englobe un large éventail d'activités fournissant des revenus parfaitement légitimes, mais qui, pour des raisons variées, ne sont pas saisis de façon convenable par la comptabilité nationale. Y figurent tous les revenus effectivement gagnés, mais soit non déclarés, soit sous-déclarés aux comptes nationaux. Cette absence ou cette insuffisance de déclaration sont attribuées à l'évasion fiscale, au désir de tourner les règlements, d'échapper au coût de la fourniture des renseignements ou, tout simplement, à la méfiance envers les pouvoirs publics. En fin de compte, l'exactitude et l'ampleur du champ d'application de tout système de comptabilité nationale, quelle que soit l'ingéniosité de sa conception, dépendront toujours de la coopération et de la franchise des déclarants. Que cette coopération soit affaiblie par des incitations économiques introduites par mégarde dans les dispositions officielles, ou qu'elle le soit par une aliénation croissante vis-à-vis des valeurs légales et sociales reconnues, les statistiques de base sont les premières victimes de la répugnance à répondre correctement.

(1) En anglais : UIH : Unobserved income hypothesis.

La partie non monétaire du secteur invisible comprend toutes les activités économiques essentielles des ménages, des entreprises et des organisations bénévoles dont les produits sont échangés sous forme de troc, mais ne sont pas correctement reflétés par les comptes classiques. Il en est ainsi des soins aux enfants, de la cuisine, du ménage, de l'éducation, des loyers fictifs imputés aux propriétaires, du bricolage, de certains services rendus par les entreprises à leurs employés⁽¹⁾.

Quelles peuvent être les relations entre le secteur visible et le secteur invisible au cours des différents stades du développement économique?

Faisant abstraction, pour le moment, de l'intrusion des inventions technologiques, des calamités naturelles ou politiques comme les famines ou les guerres, ou des cycles économiques, nous pouvons considérer une économie dont la production totale croît à un certain taux constant. Aux premiers stades du développement, toute l'activité économique relève de l'économie de subsistance, qui, elle, n'est ni enregistrée ni monétisée. Une fois introduit ce remarquable dispositif social que constituent les marchés organisés et la monnaie comme intermédiaire de l'échange, les facteurs de production vont glisser du secteur non monétaire vers le secteur monétaire. Si nous introduisons alors l'observateur en sciences sociales, dont la tâche consiste justement à mesurer la production monétisée du secteur officiel de l'économie, nous observerons au début un taux de croissance bien supérieur à celui de l'ensemble de l'économie. Il est certain que nous nous tromperions lourdement en interprétant l'extension et le perfectionnement de notre appareil de mesure, comme étant le reflet du taux réel de croissance de l'activité économique totale. Cette première étape de l'observation de la société est même caractérisée par une évolution du taux de croissance de la production du secteur visible plus rapide que celui de la production totale.

Au cours de la seconde étape de l'observation économique, le taux de croissance du secteur visible et celui de l'activité totale seront à peu près les mêmes. Nous pourrions appeler cette étape « l'âge d'or de la science économique », car c'est au cours de cette phase que des théories et des modèles économiques bien conçus et fondés précisément sur l'observation empirique de la période auront le plus de chances d'expliquer et de prévoir exactement le comportement économique. Les explications et les prévisions ne seront pas entachées par les effets de glissements significatifs d'un secteur à l'autre. Aussi longtemps que le secteur visible restera plus ou moins proportionnel à l'économie totale, les politiques publiques basées sur des indicateurs au moins relativement exacts, auront le plus de chances d'atteindre leurs objectifs de stabilisation. Malheureusement, il est peu probable que l'économiste soit admis à demeurer indéfiniment dans ce paradis intellectuel.

Au fur et à mesure que les institutions économiques et politiques deviennent plus complexes, elles tendent à évacuer les facteurs de production hors du secteur visible. Une fiscalité de plus en plus lourde, une réglementation plus abondante, des coûts de plus en plus élevés pour la fourniture de renseignements aux organismes collectifs de mesure provoqueront d'une part une sous-déclaration et d'autre part une fuite réelle de ressources vers le secteur invisible. Le bricolage non marchand crée un refuge contre la fiscalité et les règlements situés dans le secteur non monétaire; quant à la sous-déclaration ou à la non-déclaration de la production et des revenus, elle peut donner naissance à un secteur monétisé, mais échappant au champ d'observation du comptable national. Si pareille dégradation de la base statistique conduit à une appréciation erronée des difficultés économiques, les actions des pouvoirs publics, quelque bien intentionnées qu'elles soient, deviendront procycliques. Puisque le gouvernement lui-même est de plus en plus souvent jugé incapable d'assumer les responsabilités qu'il se reconnaît envers la société, le manque de confiance s'accroît ainsi que l'aliénation envers l'autorité légitimement constituée. De tels effets politiques renforceront la dégradation de l'appareil statistique et il faudra s'attendre à une diminution relative de la production enregistrée par rapport à la production totale.

(1) Cantines, coopératives, etc (N.d.T.).

Les analyses keynésiennes ou post-keynésiennes traditionnelles cherchaient à expliquer les phénomènes macro-économiques en termes de mouvements entre les éléments publics et privés à l'intérieur du secteur visible. L'hypothèse du revenu invisible implique une approche plus large du revenu total, centrée sur des mouvements entre secteurs visible et invisible. Malheureusement, les statistiques sur le secteur visible sont tellement identifiées à ce que nous pensons être la réalité économique, que nous avons accepté aveuglément ce support de l'information comme étant la substance de l'activité économique.

Ce sont les statistiques officielles qui créent les problèmes que les économistes se sentent obligés de résoudre. Les mêmes statistiques alimentent nos prévisions, nos tests empiriques et nos prescriptions concrètes. Toute divergence systématique entre nos mesures de l'activité économique et l'activité économique réelle provoquera des questions peu pertinentes et donc des réponses erronées. L'hypothèse du revenu invisible conduit à penser que, par suite d'impôts accrus, de réglementations de plus en plus nombreuses et d'une confiance amoindrie dans l'autorité des pouvoirs publics, les individus et les entreprises ont eu recours à des moyens légaux ou illégaux pour cacher aux observateurs de l'Administration une part croissante de leur activité économique.

On peut considérer que c'est le résultat d'un principe plus général qui serait la transposition du principe de Heisenberg de la physique aux sciences sociales. Heisenberg s'est rendu compte que la mesure de phénomènes physiques pouvait être affectée par le procédé d'observation lui-même. En sciences sociales, le phénomène qu'on étudie est le comportement humain dont la connaissance et la volonté sont des éléments, et non des particules inconscientes de la présence de l'observateur. Il n'est donc pas surprenant que les mesures du comportement humain, et le comportement même, soient fortement et systématiquement influencés par le procédé d'observation, *a fortiori* quand l'observateur fait partie d'une institution chargée de préparer les décisions et que le sujet observé est imposable et soumis aux lois et règlements. Quand on agrège des observations biaisées pour en tirer des indicateurs économiques globaux qui serviront d'information de base pour préparer les décisions économiques et politiques, tout le système est entaché d'erreurs et déstabilisé. Les décisions parfaitement rationnelles basées sur des informations erronées conduiront à des politiques qui transformeront les premières illusions statistiques en maladies économiques bien réelles [4].

S'il est vrai qu'un grand nombre d'économies très développées sont passées sans le savoir dans une ère où le secteur invisible est en expansion par rapport au secteur visible, quelles sont les implications qui en découlent ? Tout d'abord, nos indicateurs économiques classiques donneront une image de plus en plus déformée de la situation économique réelle. Les statistiques officielles montreront un ralentissement du taux de croissance de la production en volume, quand bien même l'économie globale croîtrait à un rythme normal. Les indices de prix officiels des pays à économie centralement planifiée sous-estimeront fortement le véritable niveau des prix d'une part, et le rythme de leur évolution d'autre part. Si le secteur invisible grandit rapidement du fait que les salariés du secteur enregistré cherchent un second emploi non taxé ou qu'ils travaillent « au noir », les mesures officielles de la productivité montreront un déclin, puisque la production sera sous-estimée avant que les facteurs de production ne soient réduits.

Dans les pays où existent des systèmes de sécurité sociale prévoyant des indemnités de chômage substantielles, les statistiques de chômage pourront être temporairement gonflées si les personnes « sans emploi » trouvent du travail dans le secteur invisible. Les prévisions macro-économiques tendront à être systématiquement biaisées, le taux réel de croissance de la production étant surestimé et l'inflation sous-estimée. En fin de compte, et c'est peut-être le plus important, les citoyens et les hommes politiques réagiront systématiquement à des signaux économiques inexacts, transformant par là-même la perception d'un malaise en une détresse économique grave et bien réelle.

2. PREUVES EMPIRIQUES DE L'AMPLEUR ET DE LA CROISSANCE DU SECTEUR INVISIBLE

Puisque ces suppositions sont très proches des réalités économiques que connaît effectivement un nombre toujours croissant d'économies développées, il nous faut examiner l'hypothèse empirique sur laquelle nous nous fondons, à savoir qu'au cours des années récentes, il y a eu une croissance spectaculaire des secteurs invisibles par rapport aux secteurs visibles de l'économie.

Il est évident que toute tentative de mesure d'un phénomène social dont la raison d'être est précisément d'échapper à l'observation est pleine de difficultés conceptuelles et empiriques d'une grande complexité. Toutes les estimations seront vraisemblablement entachées d'erreurs non négligeables.

Le chercheur peut se servir de plusieurs sources d'informations dont chacune a un rôle important dans l'analyse. D'abord, il y a une grande masse d'informations anecdotiques mais significatives, rassemblées fortuitement, et qu'il n'est pas facile d'analyser selon les procédés systématiques des méthodes quantitatives modernes. Cette information est toutefois extrêmement utile, sur le plan qualitatif, car elle peut nous éclairer sur la fréquence et la nature du phénomène en question, ainsi que sur les façons dont celui-ci se manifeste dans le comportement des individus et des institutions. Elle fournit un point de départ nécessaire à toute recherche sérieuse dans la mesure où elle permet de soulever de nombreux problèmes-clés. Elle oriente la recherche dans des directions spécifiques quant aux origines et aux mécanismes des activités invisibles.

La seconde série d'informations se compose de micro-observations collectées méthodiquement, qu'elles proviennent d'enquêtes sur les individus, de déclarations d'impôts, de dossiers de chômage. Le Service Fédéral des Impôts (Internal Revenue Service) a récemment étudié les sous-déclarations des revenus des personnes physiques pour estimer leur ampleur à partir d'un échantillon de 50 000 déclarations [3]. En 1976, les sous-déclarations représentaient entre 100 et 135 milliards de dollars selon cette enquête, soit de 9,3 à 12,6% de tous les revenus déclarés. Le Service Fédéral des Impôts n'a pas cherché à estimer les sous-déclarations des revenus des entreprises. Les hypothèses et les méthodes utilisées ont, d'après certaines critiques, conduit à une sous-estimation significative de l'étendue véritable des revenus non-déclarés. Malgré tout, si l'on admet l'estimation du Service Fédéral, les revenus non-déclarés aux U.S.A. en 1976 représenteraient presque la moitié du P.N.B. du Canada.

On a aussi procédé à des enquêtes pour collecter de l'information sur l'ampleur de l'évasion fiscale. Le Service Fédéral des Impôts a aussi mené une enquête auprès de contribuables qui a montré qu'au moins 26% des enquêtés admettaient avoir sciemment sous-estimé leurs revenus imposables. Une étude similaire menée dans l'Oregon montrait qu'une personne sur quatre avouait se livrer à la fraude fiscale [7]. Bien qu'il serait hasardeux d'avancer une estimation de l'étendue du phénomène d'après les résultats de ce genre d'enquête, il n'en demeure pas moins que l'évasion fiscale est très répandue. Cette remarque est confortée par le fait que les enquêtés sont plutôt incités à sous-estimer leurs réponses. De surcroît, les taux de non-réponses sont souvent voisins de 30%, et il semble très vraisemblable que les refus proviennent du groupe auto-sélectionné d'enquêtés ayant le plus à cacher.

Les techniques de mesure directe tendent donc à des sous-estimations significatives. De plus, étant donné le coût des mesures directes et l'inexistence de séries chronologiques comparables, ces méthodes sont peu susceptibles d'éclairer la question cruciale « quel est le taux de croissance de l'économie invisible? ».

La dernière méthode pour obtenir de l'information sur le secteur invisible repose sur des données macro-économiques collectées pour des raisons complètement étrangères à la mesure des activités invisibles. Une telle approche « indirecte » de la mesure a l'avantage essentiel de ne pas employer, dans l'analyse, des données qui seraient contaminées par le phénomène qu'on tente de mesurer. De surcroît, l'usage de données

macro-économiques permet, pour un coût relativement faible, non seulement d'estimer l'ampleur de l'activité monétaire invisible, mais aussi d'établir des séries temporelles de la croissance de l'activité invisible.

Dans une étude précédente, publiée dans *Challenge Magazine* [4], j'ai esquissé une méthode de macro-mesure susceptible de révéler d'une part la taille, d'autre part le taux de croissance du secteur monétisé invisible de l'économie. La méthode repose sur l'hypothèse que l'on peut déduire des mesures relativement exactes du volume total des transactions monétaires dans toute société, si l'on connaît la quantité de la monnaie d'échange et la vitesse de sa circulation dans le système économique.

Puisque le volume des transactions monétaires engendre directement les revenus dans les deux secteurs, visible et invisible, il suffit de postuler un rapport entre les transactions et le revenu produit par ces transactions pour en déduire une estimation indirecte de la part du revenu global ainsi produit qui n'est pas enregistré.

L'hypothèse de base employée dans l'analyse consiste à supposer que le volume des transactions est à peu près proportionnel au revenu qu'elles produisent. Cette hypothèse a été utilisée depuis longtemps par les économistes de la monnaie et elle occupe une place essentielle dans les œuvres de Fischer, de Keynes et des monétaristes actuels. En fait, cette hypothèse est implicite dans la plupart des études empiriques sur la demande de monnaie, et elle n'a pratiquement pas été contestée depuis plus d'un siècle.

Si les transactions sont réellement à peu près proportionnelles au revenu global et si les transactions peuvent être mesurées exactement, alors que le revenu peut être l'objet des sous-estimations discutées plus haut, toute croissance dans le secteur monétaire invisible sera révélée par un rapport croissant des transactions au revenu mesuré directement. La base conceptuelle de cette procédure de mesure est donc simple. Son application empirique, par contre, implique beaucoup de doigté, car elle dépend énormément de questions institutionnelles souvent négligées dans les études macro-économiques empiriques.

Les transactions totales d'une société peuvent se décomposer en :

- transactions liées à la production du produit final (transactions intermédiaires et finales);
- transactions où la monnaie est échangée contre des actifs existants (physiques ou financiers);
- versements de transferts.

Etant donné la possibilité d'innovations qui pourraient accélérer le rythme des transactions purement financières et l'éventualité d'une évolution de la structure des transferts, il paraît plus raisonnable de restreindre l'hypothèse de la proportionnalité entre transactions et revenus et d'adopter une définition de la transaction qui ne retient que le solde, dans toute la mesure du possible, des grandes opérations financières et des transferts.

Ce qui reste représente dans une large mesure les transactions faites au cours de la production du produit final, transactions à la fois visibles et invisibles. Même dans ce cas, le degré d'intégration ou de désintégration de l'économie influencera vraisemblablement le rapport entre les transactions ainsi corrigées et le revenu. La croissance évidente du secteur des services, qui est un secteur fortement intégré, amènerait à prévoir une baisse du rapport entre les transactions corrigées et le revenu. Dans ces conditions, l'hypothèse d'un rapport constant entre transactions corrigées et revenu paraît prudente, c'est-à-dire qu'elle conduit à une sous-estimation du revenu monétaire invisible.

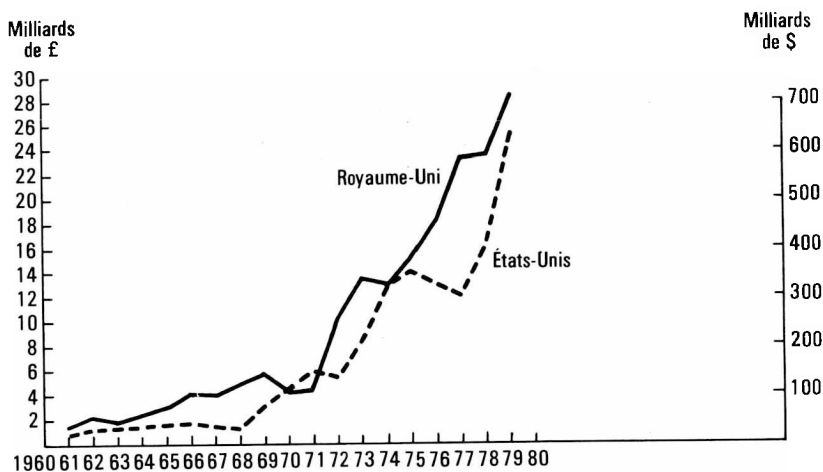
Appliquée à l'économie des Etats-Unis d'une part, et à celle de la Grande-Bretagne de l'autre, la méthode décrite ci-dessus a fourni des estimations préliminaires, que l'on trouve reproduites dans le graphique ci-contre. Les principaux résultats de ces calculs montrent que, dans les deux pays, le secteur monétaire invisible est remarquablement étendu, représentant une moyenne d'environ 15% du P.N.B. en Grande-Bretagne dans les années 70, et variant entre 16 et 27% aux Etats-Unis pendant la même période [5].

Smith et Mirus ont fait des estimations comparables pour le Canada où le secteur monétaire invisible représenterait entre 18 et 22% du P.N.B. [9]. Au cours des années 70, il y a eu dans ces trois pays une croissance remarquable du secteur invisible.

Le manque d'intérêt manifesté dans le passé à l'égard du secteur invisible venait de ce qu'on croyait qu'il était relativement petit et qu'il représentait une part assez constante du revenu enregistré. D'après les estimations citées plus haut, ces deux opinions demandent à être réexaminées attentivement. Bien qu'elles soient imprécises, ces estimations indiquent que le secteur invisible peut prendre des dimensions considérables et qu'il semble avoir connu une croissance significative.

Etant donné la complexité inhérente à toute tentative de mesurer un phénomène qui cherche à échapper à l'observation, on ne peut qu'espérer que ces estimations provoqueront un débat constructif sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les procédés utilisés. Il serait regrettable toutefois que le débat entre experts se cantonne à cet aspect, puisque l'essentiel est d'atteindre une meilleure connaissance du marasme macro-économique dans lequel nous nous trouvons. Si la croissance du secteur invisible justifie qu'on lui prête l'attention que je pense nécessaire, il faut se demander si nos estimations actuelles du phénomène éclairent les dilemmes économiques de notre temps. On devrait apprécier les estimations présentes ou futures d'après leur capacité à mieux expliquer notre situation économique actuelle que d'autres méthodes concurrentes. Bien qu'un examen rigoureux de toutes les implications du secteur invisible dépasse le cadre de cet article, je proposerai quelques résultats préliminaires que je considère très prometteurs, quoique en aucun cas décisifs.

Estimations du secteur monétaire invisible au Royaume-Uni et aux Etats-Unis (1960-1979)



3. RÉSULTATS PROVISOIRES

Un des effets importants de la croissance du secteur monétaire invisible serait de biaiser en hausse les taux officiellement mesurés de l'inflation et du chômage. Il est donc intéressant d'examiner le rapport entre l'évolution annuelle de l'indice de stagflation (défini comme la somme des taux de chômage et d'inflation) et les estimations chronologiques de l'ampleur relative du secteur monétaire invisible.

Puisque la stagflation est un phénomène complexe, certainement influencé par de très nombreux facteurs, il ne faut pas donner un sens causal à ce simple rapport. Néanmoins, il peut servir à fournir des éléments de constat permettant d'apprécier l'intérêt potentiel de l'hypothèse considérée. Si le secteur monétaire invisible et le secteur visible sont dans un rapport constant, ni les taux officiels d'inflation ni les taux officiels de chômage ne sont affectés. Cependant, quand le secteur monétaire invisible croît par rapport au secteur visible, on peut s'attendre à ce que ce transfert de ressources s'accompagne de taux officiels d'inflation et de chômage en hausse.

Les prix dans le secteur invisible peuvent être de 20 à 40% inférieurs à ceux du secteur visible; pareilles différences de prix tendront probablement à provoquer des changements dans les structures de consommation, en incitant à la consommation de biens et services produits dans le secteur invisible. L'indice des prix à la consommation, étant un indice à pondération fixe, ne peut enregistrer ces changements, et tendra à exagérer systématiquement le taux d'inflation réel. De surcroît, si le secteur invisible se développe rapidement, provoquant ainsi un déséquilibre temporaire sur les marchés officiels, l'offre des biens et services du secteur enregistré baisse sans doute plus vite que la demande pour ces mêmes biens et services, poussant ainsi à une hausse des prix enregistrés. Beaucoup de salaires sont indexés sur l'indice des prix à la consommation. Or les individus fondent leurs prévisions d'inflation sur les séries temporelles d'indices des prix publiés, et l'illusion passagère d'une flambée d'inflation peut facilement provoquer un comportement qui créera une inflation bien réelle par la suite.

On peut s'attendre en outre à ce que les taux de chômage officiels soient aussi gonflés par un glissement des facteurs de production vers le secteur invisible. Les travailleurs qui trouveraient des occasions d'emploi dans le secteur invisible éviteront vraisemblablement de les déclarer, afin de profiter, au moins pour un temps, des avantages de l'assurance-chômage. Des taux de chômage officiels en hausse déclenchent automatiquement des augmentations discrétionnaires des dépenses publiques qui doivent être financées soit par une augmentation de la masse monétaire, soit par un alourdissement de la fiscalité. La première réaction provoque directement un surcroît d'inflation; la seconde en fait autant, mais de façon indirecte, en stimulant encore plus de facteurs de production à s'échapper vers le secteur invisible, accélérant par là la stagflation dynamiquement instable.

En bref, nous pouvons nous attendre à trouver une relation positive entre l'évolution de l'indice de stagflation d'une part, et les mesures de la croissance relative et de l'accélération du secteur monétaire invisible d'autre part.

Une première analyse par régression montre précisément cette forme de relation pour les Etats-Unis. Pour la période 1953-1976, les estimations de la croissance et de l'accélération du secteur monétaire invisible « expliquent » 72% des variations annuelles de l'indice de stagflation. Pour la période la plus récente, 1970-1976, pendant laquelle le grand choc pétrolier eut lieu, 93% de la variation de la stagflation se trouvent expliqués, même lorsque les prix de l'énergie sont éliminés des séries d'inflation.

Ces résultats paraissent prometteurs, mais ils ne doivent pas être mal interprétés. Pour les années 70, on dispose de très peu d'observations et les résultats obtenus sont donc sujets à caution. D'ailleurs, d'autres variables susceptibles d'influencer directement les séries d'indices de l'inflation pourraient être corrélées avec la mesure du secteur invisible et, de ce fait, l'effet de ce dernier serait sur-évalué. Plus particulièrement, la forte relation entre la mesure du secteur invisible et le taux d'inflation pourrait aussi refléter une appréciation correcte des pressions qu'exerce la demande monétaire sur l'économie enregistrée.

Les explications monétaristes courantes de l'inflation sont, à mon sens, inadéquates, parce qu'elles sont centrées uniquement sur l'expansion de l'offre de monnaie. Elles ne prennent pas en compte le rôle que joue la monnaie en tant que moyen d'échange. Ce rôle se manifeste, non seulement dans les variations du stock de monnaie, mais aussi

— et peut-être d'une façon plus significative — dans l'intensité variable de l'usage de la monnaie, c'est-à-dire dans l'augmentation de la vitesse des transactions.

Puisque la mesure du secteur invisible suppose une évaluation de l'augmentation de la vitesse des transactions, celle-ci pourrait être partiellement responsable de la forte relation statistique observée, notamment avec l'inflation. A l'heure actuelle, il n'est pas possible de faire le choix entre ces deux hypothèses complémentaires. Aussi les résultats statistiques ne peuvent-ils être interprétés comme une relation de cause à effet. Ils décrivent tout simplement une correspondance qui est au minimum cohérente avec l'hypothèse avancée.

Une série de tests beaucoup plus probants des mesures du secteur monétaire invisible implique l'explication des phénomènes macro-économiques embarrassants, après recours aux méthodes d'analyse traditionnelles. Une des questions macro-économiques les plus troublantes des temps derniers a été la chute spectaculaire des taux officiels de croissance de la productivité, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans d'autres économies développées.

E. Denison a conclu récemment sa recherche approfondie d'une explication de la chute de la productivité aux Etats-Unis par un aveu sincère : « Ce qui s'est passé reste, à vrai dire, un mystère » [2]. Denison a exploré la validité de dix-sept explications du ralentissement de la productivité ; il a rejeté plusieurs des explications proposées, s'est montré sceptique à propos de certaines autres et a trouvé que même celles qu'il considérait comme correctes n'expliquaient qu'une faible part du ralentissement.

Les séries résiduelles qui reflètent des variations inexplicables de la productivité posent un problème particulièrement difficile, puisque les explications traditionnelles se sont avérées insuffisantes. Selon l'hypothèse du revenu invisible, les changements inexplicables pourraient s'expliquer en partie par la croissance relative du secteur invisible. En effet, au fur et à mesure que croît le secteur invisible, que ce soit par suite d'une sous-déclaration de la production dans le secteur visible ou par suite de glissements progressifs des facteurs de production vers les activités invisibles, les indices de productivité officiels devraient baisser.

La croissance du secteur invisible aura probablement aussi un effet complexe sur les facteurs de production. Les travailleurs qui prennent sur leur temps de travail, soit pour chercher un emploi dans le secteur invisible, soit pour y travailler effectivement, risquent de réduire leur productivité dans leur emploi normal. Diverses anecdotes laissent penser que les entreprises commencent peut-être par sous-estimer leurs bénéfices pour échapper à l'impôt ; mais, dès que ces bénéfices ont par trop mauvaise mine, elles suppriment des noms sur leurs listes de personnel afin que le rapport facteurs de production/produit final ne soit pas trop suspect. Elles seront amenées, en fin de compte, à faire de fausses factures, pratique qui, à son tour, entraînera un nouveau biais des données officielles.

Afin de tester cette hypothèse hardie, j'ai calculé les régressions des évolutions, exprimées en pourcentage, du facteur résiduel établi par Denison, par rapport au niveau et à la croissance du secteur monétaire invisible. Pour la période 1953-1976, le secteur monétaire invisible explique 28 % des variations annuelles, exprimées en pourcentage, du facteur résiduel. Les mêmes calculs expliquent 65 % de la variation du facteur résiduel pendant la période cruciale des années 70, au cours de laquelle le problème devint aigu.

A partir des données de Denison, on peut aussi calculer le pourcentage annuel de production potentielle perdue par l'économie des Etats-Unis. Suivant l'hypothèse du revenu invisible, un secteur invisible en expansion serait lié positivement à une perte plus importante de production potentielle. Les premiers résultats confirment avec force cette hypothèse, puisqu'ils expliquent 53 % de la perte de la production potentielle de 1953 à 1976, et 80 % pendant les années 70. Ces résultats confirment provisoirement l'importance du secteur invisible, et le fait que son évolution dans le temps a été raisonnablement bien saisie par les calculs utilisés pour la mesurer.

Un autre test de mon hypothèse consiste à étudier le pouvoir explicatif de mes estimations par rapport aux erreurs de prévision des principaux modèles macro-économiques. Les grands modèles macro-économétriques concrétisent sous un mode formalisé l'état de notre science. Les prévisions issues de ces modèles sont à la base des décisions de politique économique. Étant donné les améliorations qui ont été censément apportées au cours des deux dernières décennies à notre appareil statistique, à notre technologie informatique, à nos théories, et à nos méthodes d'estimation économétriques, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les erreurs de prévision diminuent avec le temps. Cependant, c'est le contraire qui s'est produit.

Stephen Mc Nees, de la Federal Reserve Bank de Boston, a recensé une longue série cohérente d'erreurs de prévision pour la période 1961-1979, concernant le modèle de l'économie américaine du Council of Economic Advisors du Président [8]. Cette série d'erreurs montre qu'en moyenne, la croissance en volume de la production a été systématiquement sur-estimée et le taux d'inflation sous-estimé.

Si l'on compare la série des erreurs 1962-1969 à celle de la décennie postérieure, les données montrent un accroissement de 11 % de la sur-estimation de la production en volume et de 46 % de la sous-estimation du taux d'inflation. Des données analogues montrent que de 1963 à 1969 les prévisions issues du modèle tendaient à sur-estimer de 0,74 % le pourcentage de variation du taux de chômage, alors que pendant la seconde période, en moyenne, le pourcentage de variation était sous-estimé de 1,78 %.

Ainsi, contrairement à toute attente, les prévisions issues de ce modèle se sont sérieusement détériorées au cours des 10 dernières années, mais, en outre, les erreurs qu'elles contenaient sont cohérentes avec ce que laissait prévoir notre hypothèse du revenu invisible. La croissance de l'économie invisible devrait conduire à une sous-estimation systématique de la croissance réelle de la production et à une sur-estimation systématique des taux réels d'inflation et de chômage. Ces effets, s'ils sont ignorés par ceux qui font fonctionner les modèles économétriques, produisent des erreurs de prévision de signe positif pour l'évolution de la production en volume et de signe négatif pour les taux d'inflation et de chômage. De surcroît, on peut s'attendre à ce qu'une croissance plus rapide du secteur monétaire invisible engendre de plus grandes erreurs de prévision.

Pour tester cette hypothèse, j'ai calculé des régressions des erreurs de prévision du modèle des Economic Advisors, par rapport aux estimations de la croissance relative du secteur monétaire visible. Les calculs montrent que la croissance du secteur invisible explique 35 % de l'erreur de prévision de la production en volume, 46 % de celle du taux d'inflation et 40 % de celle du taux de chômage. Chacun des coefficients de régression a le signe attendu et est statistiquement significatif. Ces résultats indiquent que l'incorporation des effets du secteur invisible permet d'espérer une amélioration des prévisions macro-économiques. Les décisions de politique économique, fondées sur une information débarrassée des biais systématiques tenant à l'ignorance du secteur invisible, seront vraisemblablement plus judicieuses.

Les tests précédemment cités montrent qu'une étude plus approfondie du secteur invisible pourrait fournir des explications au moins partielles aux paradoxes de la stagflation, du ralentissement de la productivité, et des erreurs de prévision. En étendant le domaine de l'étude au secteur invisible, nous pourrions nous trouver en situation de ressusciter la théorie traditionnelle, en étendant son champ à toute l'activité économique, c'est-à-dire à la fois aux secteurs visible et invisible.

4. LA CRISE PEUT-ELLE ETRE ENVISAGÉE D'UN AUTRE POINT DE VUE ?

J'ai tenté de décrire aussi simplement que possible l'état de malaise qui semble affecter non seulement les économies développées, mais aussi les économistes eux-mêmes. Les économistes considèrent que leur patient — l'économie — est malade

d'après les symptômes mesurés au thermomètre des statistiques officielles. Or, ces symptômes sont effectivement inquiétants. Les indices de prix montent à un rythme accéléré, les taux de chômage approchent des niveaux socialement inacceptables, et les indicateurs de l'activité économique en volume chutent de façon spectaculaire.

Le malade, en fait, semble souffrir d'une co-existence de symptômes considérée comme impossible dans la théorie traditionnelle. L'inflation est une maladie aux origines lointaines dont les économistes croyaient comprendre les causes et les conséquences. La dépression est, elle aussi, une pathologie bien connue, facile à repérer et contre laquelle toute une série de remèdes a été employée avec succès. C'est l'existence simultanée des symptômes de l'inflation et de la dépression qui est cependant devenue omniprésente.

Pour résoudre cette énigme, admettons simplement que le malade est en bien meilleure santé que nous ne l'imaginons. C'est le thermomètre de la société qui est détraqué. Le problème, à mon avis, vient peut-être de ce que les secteurs invisibles ne sont pas compris dans nos mesures.

Avant d'être conforté trop vite dans cette analyse, il faut se souvenir que le malade se croit souffrant et que son impression d'être gravement atteint est constamment renforcée par de nombreux économistes universitaires, fonctionnaires ou journalistes marmonnant le mot de « crise » à son chevet. Le malaise continuellement exaspéré et l'administration malencontreuse de remèdes puissants sont encore capables de provoquer l'affaiblissement complet du malade. Les prophéties catastrophiques à répétition pourraient bien s'accomplir d'elles-mêmes.

Ce qu'il faut maintenant, c'est un nouvel examen sérieux du malade tenant compte des défauts de notre appareil de mesure, peut-être une application plus prudente des remèdes et, par-dessus tout, le rétablissement d'un sentiment de normalité chez le malade. C'est beaucoup demander, mais je crois qu'il faut en passer par là pour que nous puissions envisager un pronostic plus optimiste.

Certains économistes trouveront grotesque l'idée qu'une part significative de nos problèmes actuels, à l'Est comme à l'Ouest, vient d'un simple artefact statistique. Cette façon de voir pourrait sembler un canular bête et méchant à ceux qui dans nos économies souffrent de la tragédie bien réelle du chômage prolongé et de la pauvreté. Il est donc essentiel de dire clairement que je ne nie pas la réalité de graves difficultés économiques au sein de catégories importantes de nos populations, pas plus que je ne préconise l'abandon des politiques visant à soulager de telles souffrances chroniques. De surcroît, il est clair que nous sommes entrés dans une période transitoire de croissance ralentie venant d'un changement dans l'équilibre du pouvoir économique en faveur des pays exportateurs d'énergie. Dans de nombreux cas, la hausse des prix des biens de grande consommation a été tout-à-fait spectaculaire.

En dépit de tout cela, je maintiens que l'étendue et la gravité de ces problèmes ont été exagérées dans les statistiques officielles et, comme les agents économiques ont réagi à ces signaux trompeurs, nous avons sérieusement exacerbé nos difficultés. Les économies des Etats-Unis et de l'Europe occidentale, vues au travers des statistiques officielles, donnent l'impression de se précipiter vers une catastrophe financière que je considère évitable. Telles qu'elles sont actuellement constituées, ces économies sont fondamentalement en équilibre instable. Cette instabilité vient d'une perception erronée de l'état véritable de la vie économique, qui pourrait être beaucoup plus sain qu'on ne le pense habituellement. Les sciences sociales, toutefois, nous enseignent que la simple perception d'un malaise ou d'une crise suffit à produire la réalité de cette crise ; c'est pourquoi les hypothèses ci-dessus ne devraient pas être rejetées à la légère. Si on ne menait pas les citoyens et les hommes politiques à une plus juste appréciation des réalités économiques sous-jacentes, on pourrait être condamné à des crises économiques et même politiques de grande ampleur.

Selon mon hypothèse, la croissance du secteur invisible — qu'elle soit due à un renforcement de la fiscalité ou à une méfiance accrue à l'égard des pouvoirs publics

—commence par engendrer l'illusion de taux d'inflation et de chômage plus élevés qu'ils ne le sont, puis celle d'un ralentissement de la croissance réelle et d'une baisse de la productivité. La perception d'un ralentissement de la croissance entraînera des décideurs bien intentionnés à sur-stimuler l'économie par des politiques macro-économiques peu judicieuses. La perception de l'inflation renforcera les effets de ces politiques en encourageant la consommation et en faisant monter les prix. Les salaires et les prestations sociales indexés feront passer les revenus dans des tranches d'impôt marginal plus élevées et de cette façon augmenteront la charge fiscale réelle, qui pourrait être accrue, par ailleurs, en raison des efforts expansionnistes des pouvoirs publics pour combattre ce qu'on perçoit comme le ralentissement de la croissance. Mais alors, ces effets stimuleront de nouveaux transferts des facteurs de production vers le secteur invisible.

Un mécontentement croissant devant l'incompétence apparente des gouvernements à gérer correctement leurs économies conduira à une détérioration du tissu social et politique qui se traduira par un manque de confiance grandissant envers le gouvernement. A leur tour, la soumission et l'honnêteté envers le système fiscal et le système de collecte des données en souffriront et il s'ensuivra d'autres distorsions du système d'information de base sur lequel s'appuie notre société complexe. Malheureusement, ce processus n'a pas de mécanisme automatique d'autorégulation. Si j'ai raison, le phénomène se poursuivra imperturbablement, à moins que nous ne reconnaissons son existence et que nous ne redressions nos systèmes d'information et nos politiques pour contrecarrer le mal qu'il nous cause.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] The Crisis in Economic Theory, *The Public Interest*, Edition spéciale, 1980.
- [2] DENISON (E.), *Accounting for Slower Economic Growth*, The Brookings Institution, Washington D.C., 1979.
- [3] *Estimates of Income Unreported on Individual Tax Returns*, Department of the Treasury, Internal Revenue Service, Publication 1104, septembre 1979.
- [4] FEIGE (E. L.), How Big is the Irregular Economy?, *Challenge*, novembre 1979.
- [5] FEIGE (E. L.), A New Perspective on Macro-Economic Phenomena: the Theory and Measurement of the Unobserved Sector of the United States Economy, American Economics Association Meetings, Denver, Colorado, août 1980; et The U.K.'s Unobserved Economy: A Preliminary Assessment, *Journal of Economic Affairs*, vol. 1, n° 4, juillet 1981.
- [6] FEIGE (E. L.), *Observer-Subject Feedback: The Dynamics of the Unobserved Economy*, Leyden University Press, 1982.
- [7] *A General Taxpayer Opinion Survey*, Office of Planning and Research, Internal Revenue Service, mars 1980; et MASON (R.) et CALVIN (L.), A Study of Admitted Income Tax Evasion, *Law and Society Review*, vol. 13, n° 1, 1978.
- [8] MCNEES (S.), An Assessment of the Council of Economic Advisor's Forecasts of 1977, *New England Economic Review*, mars-avril 1977.
- [9] MIRUS (R.) et SMITH (R.), Canada's Irregular Economy, *Canadian Public Policy*, vol. VII, n 3, été 1981.